

Pourquoi il faut répondre " OUI "

par S. ROCHAL

Ce que cette réponse signifie pour notre campagne électorale: poser largement le problème du front unique avec le P.C. et le P.S.

Une partie de la majorité, avec à sa tête le camarade Marcoux, s'est ralliée à la position « minoritaire » dans la question du referendum du 5 mai. Avec quelle réticence! L'article du camarade Marcoux dans *La Vérité* est le modèle d'une position honteuse qui n'ose pas s'avouer. Le titre à lui seul est un poème. « OUI », écrit Marcoux, « pour un gouvernement P.S.-P.C. ». C'est clair pour tout un chacun, n'est-ce pas? Et surtout pour l'ouvrier qui s'interroge sur ce qu'il doit faire le 5 mai. « Il faut répondre oui au referendum du 5 mai. » Tel devait être le titre de l'article, tel devait être notre mot d'ordre cette semaine. L'agitation n'est pas la propagande. Accordons-nous une importance quelconque au vote du 5 mai? Alors notre agitation devait porter essentiellement sur la réponse posée au referendum. Il fallait dire: « Votez Oui au referendum » et, ensuite, dire: « La bourgeoisie, toute la réaction enfin rassemblée, voteront non ». Il fallait marquer cette position, rappeler l'attitude du Vatican et de l'Eglise française, les principaux griefs de la presse bourgeoise, etc. Dire, enfin: « Nous voterons oui indépendamment du texte de la Constitution, car la bourgeoisie essaie de faire plébisciter ses partis contre les partis ouvriers. Nous sommes aux côtés du P.S. et du P.C. dans cette bataille. Nous nous adressons à eux pour mener cette bataille ensemble et pour mener ensemble la bataille pour les revendications des travailleurs et pour le contrôle ouvrier sur la production ».

Le mot d'ordre « gouvernement P.S.-P.C. » sera un mot d'ordre central. Après le referendum: cette semaine notre agitation devait porter sur: 1° notre vote « oui »; 2° notre solidarité avec les partis ouvriers dans cette bataille précise, et les propositions de front unique qu'il fallait faire cette fois sur des questions précises et non comme dans cet article loufoque où notre direction pro-

posait un front unique à Staline contre Churchill. Cette position exclut-elle la critique de la politique des « socialistes » et des « stalinien »? Pas le moins du monde. C'est la seule position qui puisse nous permettre d'attaquer le « tripartisme » avec des armes solides, et d'avoir « l'oreille » des militants stalinien et socialistes. Il faut savoir distinguer entre l'agitation, la bataille immédiate à engager et l'activité critique, propagandiste, que nous devons mener parallèlement, au fur et à mesure.

Ceci dit, je crains fort qu'en réalité les camarades Lambert, Michèle, etc., aient réagi en face de ce problème par un coup de tête, à la manière de... Marcoux. Ont-ils bien compris ce que signifiait leur position dans la question du referendum? Le Parti sera-t-il une fois de plus mis devant le fait accompli sans qu'une explication lui soit donnée du tournant politique opportun de la direction? Je crains qu'il en sera ainsi.

Or, le sens de notre réponse au referendum doit être clair pour nous tous: notre position au referendum signifie avant tout deux choses: 1° nous avons pris conscience de la réalité d'un recul de la classe ouvrière, d'une offensive bourgeoise délibérée, de la nécessité du front unique; 2° nous plaçons notre lutte aussi sur le terrain de la démocratie bourgeoise, du parlementarisme.

1° Inutile d'insister sur ce point. Simplement répétons mille fois la nécessité de développer une politique de front unique à chaque fois que la possibilité de le faire sur des bases concrètes, précises, à partir d'événements qui accrochent ce problème, nous est offerte. Dans un cas comme celui du referendum, le problème du front unique est posé: offrir le front unique dans la bataille du referendum (tout en expliquant par ailleurs pourquoi nous n'aimons pas ce terrain de bataille), c'est la possibilité de faire des propositions de front unique sur d'autres points importants (ravitaillement, salaires, contrôle...) et d'être entendu alors par les militants de base du P.C. et du P.S.

2° Ce sont les faits qui montrent

chaque jour avec plus d'évidence la justesse de la position « minoritaire » dans l'appréciation du rôle de la démocratie bourgeoise à l'heure présente, et, particulièrement, du parlementarisme. Si le parlementarisme joue un rôle important encore aujourd'hui, c'est évidemment par suite du bas niveau de conscience révolutionnaire des masses, de leur confiance dans les grands partis ouvriers. Nous devons tirer les conséquences de cette constatation: a) il faut critiquer la constitution sur le plan de la démocratie en général avant de la critiquer sur le plan de son caractère social; b) il y a possibilité de voter oui au referendum, à cause des nécessités du front unique, sans trahir les bases programmatiques de la IV^e Internationale. Il est évident que si nous étions en face de larges masses révoltées, construisant leurs conseils, abandonnant dans les faits toute confiance dans le parlementarisme bourgeois, nous ne poserions pas la question de défendre une Constitution qui instaure un parlementarisme bourgeois.

La question du front unique peut être posée dans la question du referendum parce que le fait de voter une constitution démocratique bourgeoise ne peut pas constituer dans la situation actuelle une trahison de notre programme, mais offre la possibilité d'un compromis nécessaire pour ne pas nous couper de la grande masse des travailleurs. De cela, il faut tirer toutes les conséquences. Notre participation la plus large, la plus dynamique possible, à la campagne électorale, en est la première et la plus importante. La défense du mot d'ordre de front unique ouvrier à travers la campagne, justifiée par notre position dans le referendum, en constitue la seconde, non moins importante. Quant à la troisième, elle concerne le parti: la nécessité de dénoncer une direction dont l'incapacité politique et organisationnelle atteint maintenant son comble. A une semaine de la campagne électorale.

S. ROCHAL.

30 avril 1946.